

**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Dieselgate** • (Page 08)

**Volkswagen réclame des indemnités contre deux ex-patrons**

L'ancien PDG de Volkswagen, Martin Winterkorn, et l'ancien patron de la filiale Audi, ...

**Economie**

**« Les matières premières ont vu leurs prix bondir »**

Quelques mois après la chute de la valeur des métaux industriels, ceux-ci retrouvent une santé de fer. Mais cela va-t-il durer ... • (Page 08)

**Banque Ouest Africaine de Développement**

• (Page 03)

**Electrification Rurale**

**L'AT2R se dote d'une mini station solaire photovoltaïque**

L'Agence Togolaise d'Electrification Rurale et des Energies Renouvelables (AT2ER), bras opérationnel ... • (Page 02)

**Récession économique**

**Les pays africains ont besoin de mesures vigoureuses**

Les pays africains ont besoin de mesures vigoureuses et d'un plus grand soutien de la communauté internationale pour éviter une ... • (Page 05)

**Services informatiques**

**Incentro Africa, réalise la « Transformation du Travail »**

Incentro Africa, fournisseur de services informatiques proposant des solutions logicielles personnalisées pour le marché Européen ... • (Page 06)

**Forum des affaires de Turquie**

**La délégation togolaise pleinement satisfaite**

Les hommes d'affaires togolais ayant pris part du 24 au 25 mars 2021, à la deuxième édition du forum international des affaires en Turquie ont de quoi ... • (Page 11)

# Serge EKUE, bilan après six mois de gestion



**Togo**

• (Page 04)

# Le parlement autorise l'automatisation du casier judiciaire



**White Lady**  
GAMME ECLAIRCISSANTE

Result visible from the first week  
Resultat visible dès la première semaine  
You try, you are bright!  
Tu essaies, tu es clair!

Ultra-Lightening Body Lotion  
Ultra-Lightening Body Cream  
Ultra-Lightening Body Spray  
Ultra-Lightening Body Butter  
Ultra-Lightening Serum  
White Lady Savon ultra-eclaircissant



## Electrification Rurale

### L'AT2R se dote d'une mini station solaire photovoltaïque

L'Agence Togolaise d'Electrification Rurale et des Energies Renouvelables (AT2ER), bras opérationnel de la politique d'accès universel à l'électricité du gouvernement, se dote d'une mini station solaire photovoltaïque.

L'équipement dispose d'une puissance de 33 kilowatts et d'une capacité de stockage de 32 kilowatts. Entièrement financée par l'agence de coopération internationale allemande, la Giz, la source d'énergie autonome a coûté plus de 43 millions FCFA. Elle a été inaugurée hier, 29 mars, au siège de l'agence par la ministre déléguée chargée de l'énergie, Mila Aziable et l'ambassadeur d'Allemagne au Togo. L'ambassadeur allemand, Mathias Veltin a rappelé l'engagement et l'adhésion de son pays à la politique énergétique du Togo. "L'Allemagne s'aligne à la stratégie d'électrification du Togo qu'elle soutient à hauteur de 38 Millions d'Euro soit plus de 24 milliards de FCFA à travers les organisations de mise en œuvre de sa coopération. Dans ce sens, le Programme d'approvisionnement en énergie décentralisée accompagne depuis 2018 l'Agence Togolaise d'Electrification Rurale et des Energies Renouvelables dans l'opérationnalisation



de son mandat. L'appui à l'agence se matérialise sous la forme consultance technique et de soutien financier et matériel pour un développement organisationnel réussi", a indiqué le diplomate. "Les installations que nous inaugurons aujourd'hui concernent la mise en place d'un système photovoltaïque avec une capacité de stockage et la réhabilitation de l'installation électrique existante qui sera réalisée par la société KYA Energy Group sous la supervision du GIZ. C'est le lieu de remercier l'Ambassadeur d'Allemagne

pour la participation multiforme et multi-secteur de son pays au développement du Togo", s'est réjoui pour sa part Mila Aziable. L'installation devrait permettre à l'agence de réduire sa facture d'électricité de 600 à 450 mille francs, et une technologie expérimentale permettra de réinjecter le surplus de l'énergie produite sur le réseau de la CEET. Selon les précisions faites par Robil Nassoma, Directeur général de l'AT2ER.

Avec Togo First

## Education

### Plus de 500 millions FCFA pour réhabiliter des infrastructures scolaires

Au Togo, plus de 500 millions FCFA vont être dédiés aux travaux de construction et de réhabilitation de 7 infrastructures scolaires, indiquent les résultats d'une procédure d'appels d'offres consultés par Togo First.

Plus spécifiquement, il s'agira des établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle dans plusieurs localités du pays, comme Kara, Dapaong, Atakpamé. Dans les détails, le groupement d'entreprises ETTB/ICO BTP s'adjudge la plus grande partie des marchés à hauteur de plus 300 millions FCFA tandis que IS Construction, avec l'autre portion dont elle est attributaire, va réaliser les travaux



envisagés, avec environ 200 millions FCFA. Le marché sera financé par le Fonds National d'apprentissage, de Formation et de Perfectionnement Professionnels (FNAFPP), qui bénéficie

de l'appui de KfW, le bras financier de la République Fédérale d'Allemagne. En rappel, le budget alloué au secteur éducatif au Togo est de 195,5 milliards FCFA, où le cahier des charges s'articule autour de « la poursuite de la construction des salles de classe accessibles à tous, de la fourniture de matériels pédagogiques et didactiques ainsi que du recrutement et de la formation des éducateurs ».

Avec Togo First

## AUX DECIDEURS ...

### Le numérique au tournant du développement

L'on se souviendra 2020 comme de l'année où tout a changé. La COVID-19 étant passée par là. Car, en 2020n jamais une telle croissance, aussi soudaine, ne s'est produite comme celle qu'ont enregistré les secteurs du numérique et du commerce électronique, véritable boom né de la crise de la COVID-19.

Dans un contexte de ralentissement économique, la crise de la COVID-19 a entraîné une explosion du commerce électronique et une accélération de la transformation numérique. Lors d'un événement organisé à l'occasion de la publication d'un rapport, le président de l'Assemblée générale des Nations unies, Volkan Bozkir, a déclaré que la tendance vers le commerce électronique devrait se poursuivre tout au long de la reprise après le COVID-19.

Les résultats montrent que le commerce électronique a fortement progressé dans toutes les régions, les consommateurs des économies émergentes étant les plus nombreux à faire des achats en ligne. La tendance enregistrée pour le commerce électronique en 2020 devrait se maintenir au cours de la reprise, selon le rapport. Mais dans plusieurs pays parmi les moins développés, les consommateurs et les entreprises n'ont pas tiré parti des opportunités offertes par le commerce électronique en raison d'obstacles persistants.

Selon le rapport, la pandémie a surtout profité aux grandes plateformes numériques mondiales, ce qui constitue en soi un défi. De nombreuses solutions utilisées pour le commerce électronique, le télétravail et l'informatique dématérialisée sont fournies par un nombre relativement restreint de grandes entreprises, basées principalement en Chine et aux États-Unis.

Les acteurs les plus modestes sont peut-être mieux implantés, mais les géants du numérique leur font toujours de l'ombre sur ce marché, ce qui pourrait renforcer leur rôle prédominant pendant la pandémie.

La plupart des gouvernements se sont concentrés sur des actions à court terme face à la pandémie, mais certains ont également commencé à se pencher sur des exigences stratégiques à plus long terme avec la reprise en vue. Plusieurs gouvernements de pays en développement sont intervenus pour protéger leurs entreprises et les revenus des particuliers.

Le rapport expose les mesures qui devraient s'imposer à trois types de partenaires pour que le commerce électronique profite à tous. Les gouvernements doivent donner la priorité à la préparation au numérique au niveau national afin que davantage d'entreprises locales deviennent producteurs de l'économie numérique, et pas seulement des consommateurs.

Selon le rapport, la mise en place d'un écosystème de commerce électronique adapté nécessite des changements dans les politiques publiques et les pratiques commerciales pour améliorer l'infrastructure numérique et commerciale, faciliter les paiements numériques et établir des cadres juridiques et réglementaires appropriés pour les transactions et la sécurité en ligne.

Les pays ont également besoin de capacités accrues pour saisir et exploiter les données, et de cadres réglementaires plus solides pour créer et tirer profit de l'économie numérique, indique le rapport. La communauté internationale doit trouver des moyens nouveaux, audacieux et intelligents de collaborer avec les gouvernements et le secteur privé pour bénéficier de ces opportunités.

Un meilleur dialogue et une meilleure collaboration sont nécessaires pour identifier de nouvelles voies pour l'économie numérique. L'initiative eTrade for all, dirigée par la CNUCED et actuellement financée par les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Estonie, est l'un des moyens d'y parvenir. Les archives dédiées à la COVID-19 lancées à l'automne 2020 et le nouveau rapport COVID-19 et e-commerce sont les derniers efforts collectifs de l'initiative pour construire un avenir numérique durable.

KPATIDE Komlan

## Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés		Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373 810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1 461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata



## Banque Ouest Africaine de Développement

## Serge EKUE, bilan après six mois de gestion

Serge EKUE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a tenu mercredi 31 mars 2021, une conférence de presse virtuelle faisant état de son bilan après six premiers mois passés à la tête de l'Institution ; une occasion pour lui d'annoncer un volume de financements d'environ 3 300 milliards de francs CFA (5,03 milliards d'euros) en faveur des Etats de l'UEMOA dans le cadre du Plan Djoliba 2021-2025. Cette rencontre avec des journalistes de la presse africaine, européenne et internationale a été l'occasion pour le Président Serge EKUE de revenir en quelques chiffres sur son bilan, d'évoquer les enjeux et défis de développement des états membres et les engagements de la banque pour les cinq prochaines années.



## COMMUNIQUE DE PRESSE

## Serge EKUE : bilan et perspectives après six mois à la tête de la BOAD

Lomé, le 31 mars 2021 – Monsieur Serge EKUE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement a tenu ce jour une conférence de presse virtuelle faisant état de son bilan après six premiers mois passés à la tête de l'Institution ; une occasion pour lui d'annoncer un volume de financements d'environ 3 300 milliards de francs CFA (5,03 milliards d'euros) en faveur des Etats de l'UEMOA dans le cadre du Plan Djoliba 2021-2025.

Cette rencontre avec des journalistes de la presse africaine, européenne et internationale a été l'occasion pour le Président Serge Ekue de revenir en quelques chiffres sur son bilan, d'évoquer les enjeux et défis de développement des états membres et les engagements de la banque pour les cinq prochaines années.

## Bilan des 6 premiers mois : 256,1 milliards FCFA (390 mds€) investis dans 24 projets

En six mois, une vague importante de chantiers et de réformes pour l'Institution a été lancée, matérialisée par la mise en œuvre du plan stratégique 2021-2025 dit « Djoliba ».

De septembre 2020 à fin mars 2021, la Banque a consenti aux économies de l'Union un volume global de financement d'un montant de 256,1 milliards FCFA (167,9 millions d'euros) pour 24 projets dans les secteurs de la finance et assurance (38,2%) des infrastructures de transport, d'énergie et d'assainissement (35,8%), de la santé et de l'éducation (12,1%), de l'industrie (7,8%) ainsi que de l'agriculture et du développement rural (6,1%).

Période au cours de laquelle, la Banque s'est démarquée par la réalisation du premier emprunt obligataire à objectif de développement durable jamais réalisé en Afrique. Une opération ambitieuse reflétant la nouvelle dynamique de l'Institution et qui a permis de lever 750 millions d'euros destinés à financer des projets à fort impact social et environnemental.

Durant ces 6 mois, la banque a aussi joué un rôle actif aux côtés des Etats-membres de l'UEMOA dans la riposte à la pandémie du coronavirus. Cet engagement fort s'est matérialisé par la mise œuvre de

deux programmes d'un montant cumulé de 300 milliards FCFA (457 millions d'euros) dans le cadre de divers partenariats avec la BCEAO, la Commission de l'UEMOA, et l'AFD décidés dès l'apparition des premiers impacts de la Pandémie au premier semestre 2020. Des fonds mobilisés et destinés à soutenir les plans d'urgence des Etats mais aussi, les entreprises du secteur privé notamment, fortement touchées par la pandémie.

Enfin ces 180 jours ont permis à la Banque de poursuivre sa réflexion sur le renforcement de ses fonds propres en vue de préserver sa note « investment grade » et d'accroître sa capacité de mobilisation de ressources sur le marché financier international.

« Nous envisageons de doubler le capital de la Banque à travers la structuration d'une opération d'augmentation de capital dans laquelle les Etats membres et la BCEAO demeureront les actionnaires de référence, mais avec une éventuelle entrée au capital de partenaires stratégiques notés AA ou + » a déclaré Serge EKUE, Président de la BOAD.

## La priorité de la BOAD : faire face aux défis de développement des Etats de l'UEMOA

Avec une population de près de 130,8 millions d'habitants et un revenu par tête de 970 US\$ les pays de l'UEMOA appartiennent à la catégorie des « Pays à faible développement humain ». Les défis prioritaires de la Banque sont donc ceux qui portent sur l'amélioration des services essentiels aux êtres humains notamment l'accès à l'eau potable, à l'électricité, la croissance démographique, la santé, le climat et l'environnement, l'éducation, etc.

Pour y faire face des investissements de l'ordre de 19 000 milliards de FCFA (ou 29 milliards d'euros) seront nécessaires chaque année pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (tels que définis par l'ONU) à l'horizon 2030.

La Banque ambitionne donc d'intensifier son accompagnement au profit de ses Etats membres à travers une offre de financements et de conseils financiers adaptés.

## Le Plan Djoliba, cadre de l'engagement de la BOAD sur les cinq prochaines années

A travers son plan stratégique Djoliba 2021 – 2025, les interventions de la Banque s'effectueront principalement dans les cinq secteurs prioritaires que sont l'agriculture et la sécurité alimentaire, les énergies renouvelables, les infrastructures de base, la santé, l'éducation et l'habitat social.

« La Banque s'engage ainsi à consentir un volume de financements d'environ 3 300 milliards de FCFA (5,03 milliards d'euros) dont au moins ¼ pour soutenir le développement du secteur privé ; un accroissement de l'ordre de 50% par rapport aux financements mis en place au cours du Plan précédent », a précisé Serge EKUE.

Ce Plan aura des impacts significatifs concrets notamment pour :

- **L'accès à l'eau potable** avec la construction d'infrastructures nécessaires (forages, châteaux d'eau et canaux de distribution) pour augmenter de 87 700 m3/jour la production moyenne d'eau potable ;
- **Le secteur agricole** avec l'aménagement de 12 170 hectares de terres pour permettre la production de 170 300 tonnes de riz par an ;
- **Les infrastructures routières** avec la mise en place de 12 700 km de routes en vue d'améliorer les infrastructures de transport, puis faciliter le déplacement des populations et des biens à travers la région ;
- **L'accès à l'énergie** avec une contribution en termes de capacité supplémentaire de 380 MW, avec une part minimale de 39% affectée aux énergies renouvelables ;
- **Climat et environnement** avec des financements qui permettront d'éviter 18 millions de tonnes de CO2 ;
- **La création d'emplois** à hauteur de 244 000 emplois dont 16 700 dans l'ensemble du tissu économique constitué par les MPME via les lignes de crédit accordées aux banques et institutions de finance inclusive ;
- **Les recettes fiscales des Etats** en contribuant au PIB des Etats<sup>1</sup> à hauteur de 3 710 milliards FCFA et aux taxes fiscales à hauteur de 580 milliards FCFA à travers les engagements financiers de la Banque.

## A propos

La Banque Ouest Africaine de Développement est l'institution de financement du développement des Etats membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Créée en 1973, son actionnariat regroupe, à date, les huit États membres de l'UEMOA, leur Banque centrale (la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest-BCEAO), et plusieurs institutions internationales et États non régionaux, notamment, la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la KfW, la France, la Belgique, la Chine, l'Inde, et le Maroc, etc. Elle est notée 'Baa1' avec une perspective stable par Moody's et 'BBB' avec une perspective stable par Fitch. Son siège se situe à Lomé, au Togo. Fidèle à sa vocation, la BOAD joue un rôle de premier plan dans l'intégration économique et financière des Etats de l'UEMOA.

## Contacts Médias

BOAD  
Tél: + 228 22 23 25 65 / WhatsApp: +228 99 99 32 15  
Fax: + 228 22 23 24 38  
Email: [boadsiege@boad.org](mailto:boadsiege@boad.org)



Vae Solis Communications  
Tél: + 33 6 60 90 69 72  
Tél: + 33 6 29 94 32 65  
Email: [boad-rp@vae-solis.com](mailto:boad-rp@vae-solis.com)



## Togo

## Le parlement autorise l'automatisation du casier judiciaire

Grâce aux nouvelles dispositions juridique, il sera possible pour tous les Togolais de soumettre en ligne, la demande, le paiement et le traitement des casiers judiciaires, en se connectant simplement via un smartphone, tablette ou un ordinateur.



## • Vivien ATAKPABEM

Les députés ont adopté à l'unanimité le mardi 30 mars 2021 à l'hémicycle, deux projets de loi, lors de la quatrième séance plénière de la première session ordinaire de l'année 2021. Le premier projet de loi organique a pour objet de conformer la loi organique modifiant la loi organique fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement des services du Médiateur de la République aux dispositions de l'article 154, alinéa 1 de la Constitution. La présente relecture est induite par la décision de non-conformité de l'article 2 alinéa 1er de ladite loi organique à la Constitution, rendue le 30 décembre 2020 par la Cour constitutionnelle, suite à la saisine du Président de la République. Il ressort de la décision de la Cour constitutionnelle que le médiateur de la République est une autorité administrative indépendante et non une autorité publique indépendante dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Ainsi, une nouvelle rédaction de l'article 2 de la loi organique sur le médiateur de la République a été proposée et adoptée comme suit : « Le Médiateur de la République est une autorité administrative indépendante. Son indépendance est garantie par la Constitution, les lois et les règlements. Il gère librement les ressources humaines, matérielles, administratives et financières qui lui sont affectées dans le cadre des lois et règlements en vigueur. Il ne reçoit d'instructions d'aucune autorité politique, administrative et législative. Tous les autres organes de l'Etat lui accordent l'assistance dont il peut avoir besoin pour préserver son indépendance, sa dignité et son efficacité. »

## Rapprocher la justice du justiciable

Le deuxième projet de loi porte sur le casier judiciaire national automatisé. L'informatisation du fichier permettra de regrouper les organes de traitement du casier judiciaire dans un seul ensemble sous l'autorité du ministre chargé de la justice. L'adoption du présent projet de loi offre de nombreux atouts certains pour le justiciable. D'abord, il rapproche la justice du justiciable en ce que le justiciable n'a plus besoin de se déplacer de sa résidence à son lieu de naissance, lorsqu'il s'agit par exemple du bulletin n° 3. Ensuite, la célérité dans la délivrance et la fiabilité du contenu sont garanties. Le garde des sceaux, ministre de la justice et de la législation, M. Pius Kokouvi Agbétomey a salué

le courage et le sens élevé de responsabilité des députés pour l'adoption de ces deux projets de loi et les exhorte à une sensibilisation accrue auprès des populations pour une meilleure compréhension de l'automatisation du casier judiciaire national. « L'adoption ce jour, de la loi relative au casier judiciaire national automatisé, est la résultante de la vision pragmatique du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, d'améliorer significativement le quotidien des administrés que nous sommes tous à un moment ou à un autre. D'importantes réformes sont introduites pour sécuriser et accélérer les procédures de délivrance du casier judiciaire. Grâce aux nouvelles dispositions, il sera possible pour tous les Togolais de soumettre en ligne, la demande, le paiement et le traitement des casiers judiciaires, en se connectant simplement via un smartphone, tablette ou un ordinateur », a indiqué Yawa Djigbodi Tségan, Présidente de l'Assemblée nationale.



## Entrepreneuriat féminin

## INNOV'UP ouvre ses portes au public

Les activités des Journées portes ouvertes (JPO) d'« INNOV'UP » ont été officiellement lancées ce mardi 30 mars 2021 à Lomé par sa Coordinatrice, Candide BAMEZON-LEGUEDE.



## • Bernard AFAWOUBO

Le Centre Entrepreneurial des Femmes d'Affaires du Togo « INNOV'UP » ouvre ses portes au grand public les 30 et 31 mars 2021. Les activités de ces Journées Portes ouvertes ont été lancées ce 30 Mars 2021 à Lomé par la coordinatrice d'INNOV'UP, Candide BAMEZON-LEGUEDE en présence du président du Conseil National du Patronat, Laurent TAMEGNON et du Représentant-résident Adjoint du PNUD au Togo, Mactar FALL. Au cours des deux jours que vont durer ces Journées Portes ouvertes, les visiteurs et participants qui sont majoritairement des jeunes femmes entrepreneures, seront amenées à découvrir, dans un premier temps, le nouveau siège du centre INNOV'UP basé à Lomé à Djidjolé et par la suite, seront entretenues sur les opportunités et services offerts par ce centre. Les participants seront également encadrés par des experts venus de l'Office Togolaise des Recettes et de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics

(ARMP) à travers des panels et des communications. « Les participants seront entretenus sur la loi fiscale 2021. Aussi, il y aura une communication autour d'une opportunité de financement que la GIZ a mis en œuvre dans le cadre de son programme dénommé : WIDU. C'est une opportunité de financement qui se fait avec la diaspora et elle est couronnée par une subvention. Donc, au cours de cette JPO, nous allons donner des informations sur cette importante opportunité aux entrepreneurs. L'ARMP et le FAIEJ nous ont aussi envoyé des experts qui vont entretenir les participants sur les 25 % des marchés publics. Il s'agit d'une opportunité que le Chef de l'Etat a offerte aux jeunes entrepreneurs pour leur permettre d'avoir accès aux marchés publics. Mais on s'est rendu compte que cette opportunité n'est pas assez saisie. Donc, INNOV'UP a décidé de communiquer davantage sur cette opportunité », a laissé entendre la Responsable de l'incubation INNOV'UP, Mme Hanna

Banla-Kueviakoe. « Les opportunités existent, mais les jeunes ne vont pas à l'information. Il y a d'autres, ils ont l'information, mais ont de la peine à remplir les formalités pour avoir accès à ces opportunités. Certains ont l'information, ils ont l'opportunité, mais je vous assure que sur le terrain, la gestion des affaires reste un gros souci pour eux. Donc les initiatives d'INNOV'UP sont très capitales pour résoudre ces différents problèmes. La solution à tous ces problèmes, c'est l'éducation, la formation et le suivi. Et c'est ce travail qu'INNOV'UP fait. C'est à féliciter », a déclaré Laurent TAMEGNON, président du Conseil National du Patronat. Le Représentant-résident Adjoint du PNUD au Togo, Mactar FALL a exhorté les jeunes entrepreneurs à être sereins dans leurs différentes activités entrepreneuriales, « d'oser davantage, ils doivent avoir l'humilité d'apprendre des autres et de chercher les moyens dans tous les sens pour y arriver » a-t-il indiqué.

## Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Chiffres clés	Valeur	Sources
Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata



World Economic  
2021 Situation  
and Prospects

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Rapport de l'ONU : une grave récession économique ébranle les perspectives de développement en Afrique**

*Les pays africains ont besoin de mesures vigoureuses et d'un plus grand soutien de la communauté internationale pour éviter une crise de la dette et une croissance léthargique de longue durée*

**Addis-Abeba, 31 Mars 2021** — Les Nations Unies ont averti aujourd'hui que les conséquences socio-économiques dévastatrices de la pandémie de COVID-19 se feront ressentir pendant des années, à moins que des investissements intelligents ne soient consentis pour la résilience économique, sociétale et climatique afin de garantir une reprise robuste et durable de l'économie mondiale.

En 2020, l'économie mondiale a chuté de 4,3 %, soit plus de deux fois et demi la baisse enregistrée lors de la crise financière mondiale de 2009. D'après la dernière édition de *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, la reprise modeste de 4,7 % prévue en 2021 parviendrait tout juste à contrebalancer les pertes de 2020.

Les économies des pays développés, dont la production devrait croître de 4 % en 2021, sont celles qui ont connu le pire déclin en 2020, avec une baisse de 5,6 % due à l'interruption des activités économiques et à une succession de vagues épidémiques. Un tel contexte augmente le risque de mesures d'austérité prématurées, qui torpilleraient tout simplement les efforts déployés à l'échelle mondiale en vue d'amorcer une reprise. Selon les estimations présentées dans le rapport, les pays en développement ont subi un recul moins brutal de 2,5 % et devraient enregistrer une remontée de 5,7 % en 2021. Néanmoins, le rapport indique que la contraction économique des pays en développement combinée à la chute des exportations et des taux de consommation locale, ainsi qu'à des niveaux élevés d'endettement public entraînera une forte hausse des taux de pauvreté.

Les pays africains font face à un ralentissement économique sans précédent et à des répercussions dramatiques pour leur développement. La baisse des prix des produits de base, l'effondrement du tourisme et la diminution des transferts de fonds des migrants – exacerbés par des mesures nationales de confinement et autres, indispensables pour endiguer la propagation de la pandémie – ont entraîné une détérioration majeure et généralisée de la situation économique. La marge de manœuvre budgétaire limitée des États, des conditions de financement difficiles et l'accroissement de la dette publique ont amplifié les risques de surendettement.

« Nous faisons face à la pire crise sanitaire et économique depuis 90 ans. Alors que nous déplorons l'augmentation du nombre de décès, nous ne devons pas oublier que les choix que nous faisons aujourd'hui détermineront notre avenir commun » a déclaré le Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres. « Nous devons investir dans un avenir inclusif et durable fondé sur des stratégies intelligentes, des investissements performants et un système multilatéral robuste et efficace plaçant l'humain au cœur de ses travaux socio-économiques. »

Le rapport souligne qu'une reprise durable au sortir de la pandémie dépendra non seulement de l'ampleur des mesures de relance et de la rapidité des campagnes de vaccination, mais également de la qualité et de l'efficacité de ces mesures pour développer une forme de résilience aux crises à venir.

**Un ralentissement inédit aux conséquences désastreuses pour le développement en Afrique**

Malgré un nombre de cas relativement faible comparé à celui enregistré sur les autres continents, la pandémie de COVID-19 continuera de peser lourdement sur les conditions de vie et les progrès en matière de développement en Afrique. La crise est déjà responsable de la hausse du chômage, de la pauvreté et des inégalités. La plupart des pays se heurtent à d'immenses difficultés pour contenir la pandémie et mobiliser les ressources financières nécessaires pour financer les systèmes de santé, protéger les groupes vulnérables et favoriser la reprise.

Après une contraction de 3,4 % en 2020, l'Afrique devrait connaître une reprise modeste, marquée par une hausse de 3,4 % du PIB régional

en 2021. Ce rebond suppose l'augmentation de la demande intérieure, la reprise des exportations et la hausse des prix des produits de base.

Selon les projections, le PIB du Nigéria devrait progresser de 1,5 % en 2021 après un déclin de 3,5 % en 2020. Toutefois, le tarissement des liquidités en devises, la montée des tensions inflationnistes et la demande intérieure en berne obscurcissent les perspectives à moyen terme. En Afrique du Sud, les estimations font état d'une progression de 3,3 % du PIB en 2021 après un recul de 7,7 % l'année dernière. Néanmoins, entre les coupures de courant, le niveau élevé de la dette publique et les obstacles politiques, une reprise solide et durable reste incertaine.

La croissance du PIB égyptien était estimée à 0,2 % en 2020, et celui-ci devrait continuer à grimper pour atteindre 5,4 % en 2021 grâce à la forte relance de la demande intérieure et à l'absence de lourdes contraintes liées à sa balance des paiements. À la suite d'une contraction de 0,5 % en 2020, l'économie éthiopienne ne devrait remonter que de 2,3 % en 2021. Si les exportations agricoles restent stables, le secteur du tourisme demeura bridé tout au long de 2021.

**Les financements extérieurs et le haut niveau d'endettement présentent des risques majeurs**

Le niveau élevé de la dette publique limite les capacités à stimuler les dépenses sur l'ensemble du continent. En outre, les maigres perspectives de croissance induisent une capacité moindre à maintenir les niveaux d'endettement alors que les réserves de change, les transferts de fonds des migrants et les flux de capitaux s'amenuisent, et que les dépréciations limitent la capacité à assurer le service de la dette libellée en devises étrangères. Les pays africains ont besoin d'une aide accrue de la communauté internationale, mais aussi d'importants efforts nationaux afin d'éviter une crise de la dette. Non seulement une telle crise détériorerait davantage la situation économique, mais elle imposerait également de douloureux ajustements budgétaires. Dans un tel contexte, les remous sociaux et les tensions politiques pourraient rapidement s'intensifier, ce qui aggraverait par ricochet l'insécurité alimentaire, les violences, les déplacements internes et les pressions migratoires.

**Des mesures stratégiques drastiques s'imposent pour une reprise robuste et durable**

L'Afrique a besoin que sa croissance redémarre durablement. Bien que des objectifs à court terme soient essentiels, les pays africains doivent ouvrir la voie à un développement soutenu et inclusif sur le moyen terme, ce qui suppose la création d'emplois décents à grande échelle.

« Étant donné que les pays sortiront de la crise avec des niveaux d'endettement plus élevés, un rééquilibrage prudent des priorités stratégiques sera indispensable pour renforcer les capacités d'adaptation et stimuler la productivité » a déclaré Hamid Rashid, Chef du Groupe de la veille économique mondiale au sein du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et auteur principal du rapport. « Cela implique d'ouvrir de nouvelles possibilités de croissance, d'accélérer l'adoption des technologies et de combler la fracture numérique, de renforcer l'adaptation aux changements climatiques et de favoriser la mobilisation de recettes nationales. »

Le rapport souligne la nécessité pour les pays africains de donner la priorité à la diffusion des technologies numériques grâce à l'élargissement d'infrastructures numériques abordables et universelles. Un cadre efficace de mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine pourrait également devenir un outil central pour favoriser le commerce, la sécurité alimentaire et la productivité intra-africaine.

**Le rapport Situation et perspectives de l'économie mondiale 2021 | #WorldEconomyReport**

Le rapport Situation et perspectives de l'économie mondiale 2021 est publié par le Département des affaires économiques et sociales (DESA) des Nations Unies en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales de l'ONU. L'Organisation mondiale du tourisme a également contribué à sa réalisation. Pour plus d'informations, consultez : [www.bit.ly/wespreport](http://www.bit.ly/wespreport)

**Relations médias :**

Devi Palanivelu, Département de la communication globale de l'ONU, [palanivelu@un.org](mailto:palanivelu@un.org)

Helen Rosengren, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, [rosengrenh@un.org](mailto:rosengrenh@un.org)



## Services informatiques

## Incentro Africa, réalise la « Transformation du Travail »

Incentro Africa, fournisseur de services informatiques proposant des solutions logicielles personnalisées pour le marché Européen et Africain, devient la première entreprise en Afrique à réaliser la spécialisation Transformation du travail.



● Joël YANCLO

Incentro Africa, tire parti de ses nouvelles solutions cloud pour améliorer la capacité et l'efficacité des entreprises. Fournisseur de services informatiques proposant des solutions logicielles personnalisées pour le marché Européen et Africain, Incentro Africa qui migre des milliers d'employés vers une suite d'applications intégrée alors qu'ils s'adaptent à la nouvelle norme à la suite des perturbations occasionnées par COVID 19. Alors que la demande de solutions intégrant les opérations à distance est en plein essor, Incentro Africa travaille avec des banques, des institutions gouvernementales et des entreprises en déployant des solutions basées sur le cloud telles que Lieu de travail du Google et les Chromebooks et l'infrastructure Cloud qui ont renforcé la sécurité et permis aux entreprises de réduire leurs coûts opérationnels. Pour mettre en valeur son expertise, Incentro est fier d'annoncer, le 31 mars 2021, avoir atteint la spécialisation comme partenaire du Google cloud « Transformation du Travail », un développement qui donne à toute organisation souhaitant déployer des solutions de collaboration, la confiance qu'avec Incentro, l'on est entre des mains expérimentées et les mieux placées pour fournir des services dans tous les flux de travail du projet, tels que la mise en œuvre technique, la gestion du changement, la formation et le support premium continu. La spécialisation transformation de Google Enterprise Work est le plus haut niveau de réussite technique pour un partenaire du lieu de travail Google. La spécialisation indique le suc-

cess du déploiement de Lieu de travail du Google dans les entreprises, ce qui comprend la fourniture de services pour établir la gouvernance, la mise en œuvre technique, la formation du personnel, les processus et l'assistance. Être un partenaire Google Premier est formidable, car cela démontre une expertise de haut niveau sur Google Cloud. Avoir une spécialisation est encore mieux car cela prouve vraiment notre connaissance du domaine. Bien que Google Cloud soit très large, cette spécialisation met l'accent sur l'expertise d'Incentro pour guider les entreprises vers un lieu de travail cloud natif, afin que les clients sachent qu'ils sont entièrement pris en charge selon les normes élevées de Google Cloud. « Il incarne les investissements et le dévouement d'une équipe expérimentée », a déclaré Dennis de Weerd, PDG d'Incentro Africa.

## Succès du client

Au plus fort de la pandémie, Incentro Africa, en collaboration avec le distributeur Africain du Google Cloud DigiCloud Africa, s'est associé à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour déployer Google Workplace en sept jours pour les 1300 employés répartis dans huit pays sans interrompre le service ou la productivité. Cela a résulté à une augmentation en satisfaction accrue des clients et des employés avec une main-d'œuvre plus connectée mais distante. Google a donné aux employés de la BCEAO une « façon différente de travailler. Les travailleurs à distance disposent désormais de moyens étendus et très efficaces pour accéder et collaborer en déplacement. Nous avons économisé 40% sur le

coût total par utilisateur, réduit les heures informatiques consacrées à la maintenance de notre environnement, avons eu 60% moins de tickets liés aux e-mails, nous nous sommes conformés aux réglementations de protection des données de notre industrie, et en plus de cela, nous n'avons eu aucun temps d'arrêt les 6 derniers mois », a déclaré Tiéguélé A. Coulibaly, directeur de l'information de la BCEAO. Alors que de plus en plus d'entreprises adoptent le cloud computing en raison de son expérience éprouvée dans la promotion de la continuité des activités en temps de crise, Incentro Africa cherche à travailler avec des partenaires pour répondre aux besoins futurs du travail. Pour Gregory MacLennan, PDG de DigiCloud Africa « le cloud computing est essentiel pour permettre à de nombreuses organisations de continuer à fonctionner à travers une crise sans précédent qui aurait facilement pu mettre plusieurs à leurs pieds. Du jour au lendemain, les entreprises ont dû s'adapter à un mode de travail complètement différent. Pour de nombreuses entreprises, la technologie cloud a été vitale pour faciliter le passage au travail à distance. Sans le cloud, offrir aux employés la possibilité de connecter en toute sécurité la continuité des activités n'aurait tout simplement pas été possible. Le cloud computing a permis aux entreprises à travers l'Afrique de survivre et est maintenant un catalyseur pour que ces mêmes entreprises prospèrent et innovent ».

## 10 ans d'expertise

Avec plus de 10 ans d'expertise éprouvée dans le conseil technique et les services associés, Incentro, le seul partenaire du Google Premier en Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Centre, est devenu le partenaire incontournable pour une transformation commerciale réussie sur le continent. De la collaboration d'entreprise, de la migration vers le cloud et du développement d'applications intelligentes, Incentro sert plus de 26 pays en Afrique et est en pleine croissance.

## Mobile money

## MFS Africa gère jusqu'à 320 millions de portefeuilles

La société panafricaine MFS Africa a publié un communiqué portant sur ses grands accomplissements récents. Elle a fait savoir qu'elle gérait désormais plus de 320 millions de comptes mobile money sur le continent. Reprenant les données du 2021 State of the Industry report on Mobile Money de la GSMA, l'entreprise a précisé qu'elle couvrait 60 % du marché subsaharien.



Selon cette importante fintech, l'Afrique subsaharienne est le marché le plus développé du mobile money. Elle représente environ les deux tiers des transactions mondiales via ce canal en 2020. Une situation que MFS Africa avait pres-

sentie en 2010, à en croire les propos de son fondateur et CEO, Dare Okoudjou. « En 2010, MFS Africa a fait le pari que les comptes mobile money seraient la forme la plus dominante de comptes financiers en Afrique et dans les marchés émergents

en général. Les nouveaux chiffres publiés par la GSMA ont maintenant levé tous les doutes persistants à ce sujet. Nous avons également parié que grâce à notre travail, ces comptes pourraient échanger de la valeur entre eux et avec le reste du monde, de la même manière que nous communiquons avec les autres par téléphone mobile. Nous sommes maintenant en mesure d'en faire une réalité pour plus de 320 millions de comptes en Afrique. Cela signifie qu'une entreprise de technologie au Liberia peut désormais viser un marché 64 fois plus grand que son marché national », a-t-il commenté.

Avec [afriqueitnews.com](http://afriqueitnews.com)

## Afrique

## Possible hausse des créances douteuses dans des banques en 2021

En exploitant des données macroéconomiques et bancaires des économies africaines, le cabinet McKinsey relève un certain nombre de risques pour les banques africaines, un an après le début de la covid-19, et dresse des scénarios pour préparer l'après-pandémie.



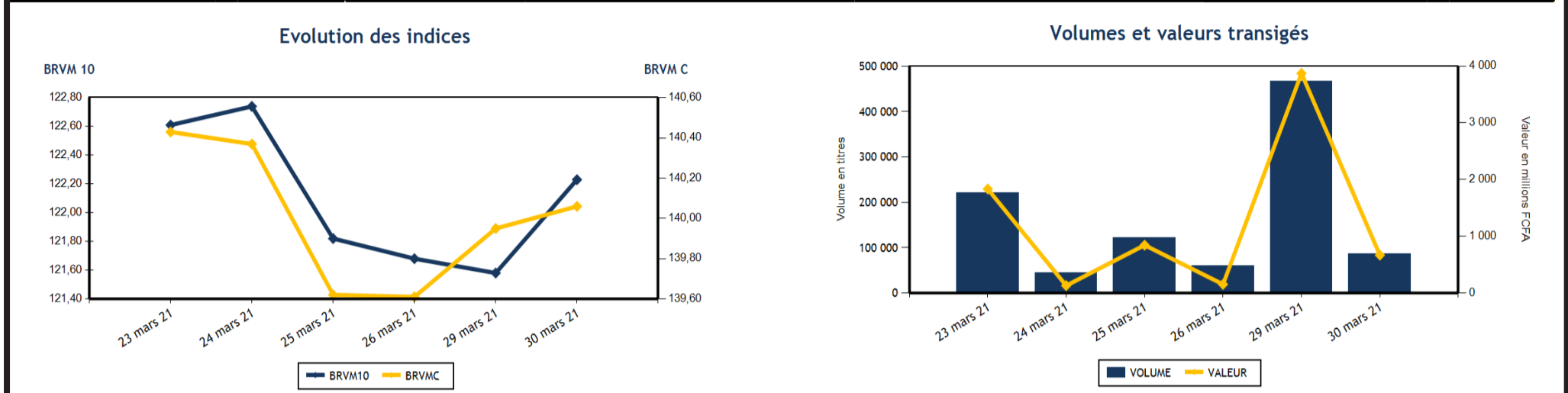
La baisse de 6 % du PIB réel en Afrique en 2020 pourra entraîner une hausse des créances douteuses dans l'ensemble des banques africaines en 2021, prévient McKinsey. « Historiquement, la baisse du PIB peut être corrélée à une hausse des prêts improductifs. Nous prévoyons donc que ces prêts augmentent dans tous les pays africains en 2021, et toutes les banques ne sont pas préparées à cela », insiste le cabinet de conseil américain. En exploitant des données bancaires de quatre grandes économies d'Afrique, à savoir : le Kenya, le Maroc, le Nigeria et l'Afrique du Sud, McKinsey montre que cette hausse des créances douteuses va varier d'un pays à un autre et d'une banque à une autre. Toutefois, pré-

cise-t-il, le niveau de provisionnement des créances douteuses entreprises avant la crise de la covid-19 déterminera le niveau d'exposition de chaque banque. Ainsi, en Afrique du Sud et au Kenya, les banques ont augmenté depuis 2019 et à plus de 200 % leurs provisions pour couvrir d'éventuelles créances douteuses. Celles-ci seront donc plus aptes à contrôler une hausse des prêts improductifs. Au Maroc et au Nigeria par contre, les analystes de McKinsey indiquent que le niveau de provisionnement actuel des créances douteuses ne permettrait pas aux banques de couvrir une hausse de ces créances, d'où la recommandation « d'augmenter en cette année 2021 le niveau de provisionnement des créances » dans ces Etats et plus particulièrement au

Nigeria qui semble plus exposé. « Dans un scénario de persistance du virus et d'une lente reprise mondiale, les créances douteuses au Nigeria pourraient augmenter fortement si les mesures visant à limiter la propagation du virus sont annulées et si les tensions dans le secteur pétrolier et gazier s'intensifient », prévoit McKinsey. L'institution américaine souligne par ailleurs que la crise ne laissera pas le secteur bancaire africain sans conséquence. Elle suggère aux banques qui préparent l'après-covid-19 de tenir compte des leçons de la crise financière mondiale de 2008 et d'agir rapidement pour gérer les éléments qui sont sous leur contrôle, afin de façonner leur trajectoire de reprise et de croissance.

Avec [Agence Ecofin](http://Agence Ecofin)

<b>BRVM 10</b>	<b>122,23</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 62 <b>mardi 30 mars 2021</b> Site : www.brvm.org	<b>BRVM Composite</b>	<b>140,06</b>
Variation Jour	↑ 0,53 %		Variation Jour	↑ 0,08 %
Variation annuelle	↓ -6,61 %		Variation annuelle	↓ -3,65 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 215 051 366 546	0,08 %
Volume échangé (Actions & Droits)	26 113	-83,60 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	69 452 685	-91,19 %
Nombre de titres transigés	35	0,00 %
Nombre de titres en hausse	11	10,00 %
Nombre de titres en baisse	11	-21,43 %
Nombre de titres inchangés	13	18,18 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	3 545	7,42 %	-8,99 %
SOGB CI (SOGC)	3 000	3,45 %	27,66 %
SODE CI (SDCC)	3 400	3,03 %	13,71 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	3 600	2,86 %	-2,04 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	550	2,80 %	10,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 371 630 104 039	0,04 %
Volume échangé	59 978	-80,54 %
Valeur transigée (FCFA)	599 456 940	-80,55 %
Nombre de titres transigés	13	85,71 %
Nombre de titres en hausse	1	-75,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-
Nombre de titres inchangés	11	266,67 %

**PLUS FORTES BAISSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAPH CI (SPHC)	2 220	-7,50 %	58,57 %
PALM CI (PALC)	3 150	-5,97 %	40,00 %
BOLLORE (SDSC)	1 405	-4,42 %	-9,35 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 415	-4,07 %	-12,11 %
BICI CI (BICC)	5 200	-3,26 %	-22,16 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	39,48	-0,43 %	8,91 %	2 027	1 823 840	85,46
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	394,69	0,18 %	-3,84 %	6 642	17 016 095	9,08
BRVM - FINANCES	15	56,07	0,50 %	-6,53 %	11 732	41 115 200	6,34
BRVM - TRANSPORT	2	344,09	-4,31 %	-9,14 %	290	407 475	6,06
BRVM - AGRICULTURE	5	119,25	-2,80 %	37,80 %	2 435	5 814 405	10,57
BRVM - DISTRIBUTION	7	204,88	0,46 %	-9,52 %	2 987	3 275 670	12,83
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	333,15	0,00 %	-3,57 %	0	0	4,19
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-



Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,28	
Taux de rendement moyen du marché	7,85	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,28	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	86	
Volume moyen annuel par séance	160 241,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 003 346 778,52	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,20	
Ratio moyen de satisfaction	18,36	
Ratio moyen de tendance	9 002,62	
Ratio moyen de couverture	1,11	
Taux de rotation moyen du marché	0,00	
Prime de risque du marché	2,24	
Nombre de SGI participantes	27	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 BÉNIN Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle Cotonou BP 2805 Cotonou Tél. : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 20 77	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 820 Ouagadougou 01 Tél. : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19	 CÔTE D'IVOIRE Bourse Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA 01 BP 3502 Abidjan 01 Tél. : (225) 20 31 50 50 Fax : (225) 20 32 47 77	 GUINÉE-BISSAU Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte-Bissau, Avenue Pasteur Nalima CP 08 Bissau Tél. : (463) 320 16 52 Fax : (463) 320 16 02	 MALI Immeuble SONAVE, ACI 2000 Handalaya B.P. E. 1390 - Bamako Tél. : (223) 44 98 18 10 Fax : (223) 44 98 18 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, Place de la constitution BP 13 200 Niamey Tél. : (227) 20 73 88 92 Fax : (227) 20 73 88 47	 SENEGAL 7, rue Jean Mérimée BP 6006, Dakar - Fatick Tél. : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 08	 TOGO 4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble 023 Togo BP 3262 Lomé Tél. : (228) 22 81 23 16 Fax : (228) 22 26 21 41
---	---	--	---	--	--	---	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org



## Dieselgate

## Volkswagen réclame des indemnités contre deux ex-patrons

L'ancien PDG de Volkswagen, Martin Winterkorn, et l'ancien patron de la filiale Audi, Rupert Stadler, sont dans le collimateur de la firme, dans le cadre du scandale des moteurs diesel truqués.



Plus de cinq années après l'éclatement du scandale des moteurs truqués qui a ébranlé Volkswagen, le géant allemand de l'automobile réclame des comptes à deux anciens patrons emblématiques, qu'il accuse de négligence. L'ancien président du directoire du groupe jusqu'à sa démission en 2015, Martin Winterkorn, et l'ancien patron de la filiale Audi, Rupert Stadler, congédié en 2018, se voient réclamer des «dommages et intérêts pour manquements» dans l'exercice de leurs fonctions, a indiqué vendredi Volkswagen, sans préciser les montants réclamés. Une telle procédure doit conduire en principe à des négociations amiables entre les deux parties, qui pourraient se terminer devant un tribunal si aucun accord n'est trouvé. Les deux hommes sont déjà visés par des procédures distinctes devant la justice pénale allemande. Cette dernière voit en eux les principaux responsables de la tricherie du groupe aux douze marques portant sur 11 millions de véhicules diesel, pour les faire apparaître moins polluants qu'ils ne l'étaient en réalité. Cette affaire, révélée à l'époque par les autorités américaines, a terni la réputation de l'industrie automobile du pays, qui peine toujours à se relever. M. Winterkorn avait démissionné de son poste de patron de VW peu de temps après que le scandale a été décou-

vert par les autorités américaines. Cet ingénieur sourcilieux a toujours clamé qu'il n'était au courant d'aucune malversation.

## Tricherie

Volkswagen a aujourd'hui tiré un trait sur une grande partie du scandale avec une facture dépassant les 30 milliards d'euros, dont le plus gros a été payé aux Etats-Unis, et met le paquet sur le virage vers l'électrique. Le conseil de surveillance de Volkswagen a lui cherché depuis 2015 à tirer l'affaire au clair et ce «sans réserve» ni «égard aux personnes» concernées, indique un courrier envoyé vendredi, aux salariés du groupe. La conclusion des recherches confiées à un cabinet d'avocats est sans appel: le conseil de surveillance de Volkswagen se dit «convaincu» que M. Winterkorn «a violé ses devoirs de diligence» en omettant, en tant que patron du groupe, «d'expliquer le contexte de l'utilisation de fonctions logicielles non autorisées» dans des moteurs diesel. De plus, il «n'a pas veillé à ce que les questions posées par les autorités américaines reçoivent une réponse rapide, sincère et complète». M. Winterkorn estime lui avoir «fait tout le nécessaire» et n'avoir «rien négligé pour éviter ou réduire les dommages» entraînés par l'affaire, a-t-il

répondu. A M. Stadler, il est reproché de «ne pas s'être assuré» que deux moteurs diesel développés par Audi et utilisés dans les véhicules européens de Volkswagen, Audi et Porsche, «devaient être examinés». Trois autres anciens cadres, deux chez Audi et un chez Porsche, se voient aussi réclamer des dédommagements.

## - Précédent Siemens -

Les tractations entre Volkswagen et les personnes incriminées vont désormais se tenir dans le but de régler le litige hors tribunal, indique un porte-parole de Volkswagen. Dans le passé, le conglomérat allemand Siemens, mouillé dans un scandale de corruption de grande ampleur, avait également réclamé des indemnités à deux ex-dirigeants, Heinrich von Pierer et Klaus Kleinfeld. Après de longues négociations, le premier avait dû verser en 2010 cinq millions d'euros à l'entreprise, et le second deux millions d'euros. Sans lien direct avec la présente procédure, le procès pénal de M. Stadler s'est ouvert en septembre 2020. Il est le premier patron à répondre de ce scandale devant un tribunal allemand. Le procès de M. Winterkorn a été repoussé à la mi-septembre 2021, en raison de la pandémie de Covid-19.

(AFP)

## Commerce

## L'Australie juge «injustifiée» la surtaxe de son vin par la Chine

Les importations de vin australien en Chine sont désormais soumises à des surtaxes compensatoires comprises entre 116,2% et 218,4% depuis vendredi.

Le ministre australien du Commerce, Dan Tehan, a menacé samedi de porter devant l'Organisation mondiale du Commerce la surtaxe «injustifiée» imposée par la Chine sur les vins australiens importés. Dans une dernière salve de mesures adoptées dans un contexte de tensions diplomatiques exacerbées entre Pékin et Canberra, dès dimanche, les importations de vin australien seront donc soumises à des surtaxes compensatoires comprises entre 116,2% et 218,4%, a annoncé Pékin vendredi. Le ministre Tehan a affirmé qu'ainsi il devenait «quasi-impossible» pour les vins australiens d'être compétitifs sur le marché chinois. «Cette mesure adoptée par le gouvernement chinois est particulièrement décevante et complètement injustifiée», a-t-il dit à la presse à Melbourne. «Nous allons examiner les pas suivants à faire, et cela signifie porter l'affaire devant l'Organisation mondiale du Commerce».

## Relations diplomatiques au plus bas

La Chine a annoncé vendredi l'imposition de lourdes mesures antidumping contre les vins australiens importés. Le dumping, dont la Chine accuse l'Australie, est une pra-



tique qui consiste à vendre à l'étranger à des prix inférieurs à ceux pratiqués sur le marché national. Les exportations de vin vers la Chine ont atteint en 2019 le montant record de 1,3 milliard de dollars australiens (845 millions de francs), selon les données du gouvernement australien, soit le marché le plus important de par sa valeur pour ce produit. L'année dernière, l'Australie avait encore demandé à l'OMC d'enquêter sur les taxes chinoises sur les importations d'orge, suite à une série de sanctions économiques visant des produits australiens sur le vaste marché chinois. Les relations diplomatiques entre les deux pays ont atteint leur niveau le plus bas depuis la répression sanglante en 1989 de la manifestation de la Place Tiananmen. Beaucoup voient ces sanctions comme une ré-

torsion après que l'Australie a bloqué les investissements chinois dans des secteurs sensibles, de même qu'après les appels publics sur une enquête pour identifier les origines du coronavirus. Le Premier ministre australien Scott Morrison, parlant à Sydney, a accusé Pékin d'utiliser les taxes comme mesure de «représailles». Scott Morrison a également dit que son pays s'est rangé aux côtés du Premier ministre britannique Boris Johnson après que la Chine a adopté des sanctions contre plusieurs personnes en Grande-Bretagne et dans l'Union européenne pour leur soutien à la minorité musulmane ouïghour de la province de Xinjiang, contre laquelle Pékin est accusé de se livrer à des abus. «Alors Boris, bien joué mon pote, nous sommes avec toi et merci à toi d'être aux côtés de l'Australie», a-t-il dit.

(AFP)

## Economie

## « Les matières premières ont vu leurs prix bondir »

Quelques mois après la chute de la valeur des métaux industriels, ceux-ci retrouvent une santé de fer. Mais cela va-t-il durer ? Les spécialistes sont divisés.

Appétit chinois, transition énergétique ou encore plans de relance dopent les cours des métaux depuis quelques mois après leur dégringolade au début de la pandémie, et les investisseurs s'interrogent: s'agit-il de facteurs conjoncturels ou d'une tendance de fond, amorce d'un «supercycle»? «Les matières premières ont vu leurs prix bondir au cours des six derniers mois», constate Ian Hui, analyste de la banque américaine JP Morgan. C'est par exemple le cas du cuivre, par ailleurs connu pour refléter l'état de santé de l'économie mondiale, d'où son surnom de Docteur Cuivre (Dr Copper). Si la tonne de métal rouge cotée au London Metal Exchange (LME) atteignait le 19 mars 2020 4371 dollars – son prix le plus bas en quatre ans –, elle a plus que doublé depuis, autour de

9000 dollars, et flirtait il y a un mois avec son plus haut historique de 2011, juste au-dessus des 10'000 dollars. L'étain et le zinc cotés aussi à Londres ont vu leur prix presque doubler en un an. Dans une moindre mesure, ceux de l'aluminium et du plomb ont connu des hausses de l'ordre de 50%.

## Facteurs multiples de rebond

La bonne santé économique de la Chine, berceau de la pandémie de Covid-19 mais seule grande économie mondiale à afficher l'an dernier une croissance de son produit intérieur brut (+2,3%), encourage la demande physique pour ces métaux de base. A titre d'exemple, le géant asiatique achète pas moins de la moitié du cuivre extrait chaque année et cette embellie ne montre pas pour

l'instant de signe de fatigue. Phénomène plus récent, les politiques axées sur la transition énergétique stimulent l'appétit pour ces métaux, indispensables à la construction des véhicules électriques, d'éoliennes ou de panneaux solaires. Ce retour en grâce est aussi tiré en vrac par «les mesures de relance budgétaire, les taux d'intérêt mondiaux ultra-bas, un dollar américain plus faible et l'appétit accru des investisseurs pour le risque», soulignent les experts de Capital Economics. Les prix reflétant l'équilibre entre offre et demande, ils bénéficient enfin des perturbations de l'approvisionnement, que ce soit au sein des pays producteurs soumis à des mesures de restrictions de déplacement des biens et des personnes ou bien dans la logistique, fortement gênée par la pandémie.

(AFPE)



EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	<a href="https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements">https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements</a>
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	<a href="mailto:communication@assises-africaines-ie.org">communication@assises-africaines-ie.org</a>
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	<a href="https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/">https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/</a>
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	<a href="https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements">https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements</a>
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	<a href="http://www.plasticexpo.com.tn/">http://www.plasticexpo.com.tn/</a>
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	<a href="http://Global-industrie.com">Global-industrie.com</a>
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	<a href="http://Papersmart.uneca.org">Papersmart.uneca.org</a>
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	<a href="http://www.intermatconstruction.com">www.intermatconstruction.com</a>
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	<a href="http://emergingvalley.com">emergingvalley.com</a>
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		<a href="http://collisionconf.com">collisionconf.com</a>
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	<a href="http://sirha.com">sirha.com</a>
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	<a href="http://www.worldteakconference2020.com">www.worldteakconference2020.com</a> <a href="mailto:infowtc2020@gmail.com">infowtc2020@gmail.com</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Prudence ! Prudence ! Méfiez-vous d'un piège qu'on pourrait vous tendre, d'une promesse ou d'un engagement qu'on pourrait vous extorquer, entraînant des pertes d'argent considérables. Soyez économe et surtout ne financez pas une entreprise aventureuse. Abstenez-vous de miser gros aux jeux de hasard, car il ne semble pas que vous soyez très favorisé aujourd'hui.

**Taureau** Les zones d'argent de votre Ciel ne seront touchées par aucune influence céleste. Voilà qui vous mettra à l'abri des mauvaises surprises. En contrepartie, cette indifférence du Ciel à l'égard de vos finances ne laisse pas présager d'amélioration notable : inutile, donc, de rêver que vous allez avoir des rentrées d'argent inattendues ou qu'une prime quelconque vous tombe dans le bec !

**Gémeaux** Vous aurez probablement l'occasion de réaliser des bénéfices importants si vous gérez vos intérêts avec vigilance. Reste que la Lune est tout de même un astre assez imprévisible et que certains d'entre vous pourront connaître une déception ou des contretemps. Faites notamment attention si vous avez de l'argent placé en Bourse ; cette planète n'étant jamais favorable à ce type de placements, ce ne sera pas le moment de jouer avec le feu !

**Cancer** La journée sera favorable aux investissements pour tous les natifs du signe. Mais peut-être serait-il opportun de consulter un psychologue compétent à propos de vos associés. Le prix d'une bonne consultation n'est pas une dépense superflue, mais un investissement immensément profitable.

**Lion** Avec cet aspect d'Uranus, un coup de chance est possible sur le plan financier. Vous pourrez donc vous faire plaisir en vous offrant un beau vêtement ou une séance chez l'esthéticienne

**Vierge** L'accent sera mis sur les questions d'argent. Vous aurez plus de chance dans ce domaine que d'habitude. Restez quand même prudent. Sachez exactement jusqu'où vous pouvez aller en demandant conseil à des experts.

**Balance** La planète Neptune, bien aspectée, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, et une chance quasi certaine aux jeux de hasard, tel le Loto.

**Scorpion** Avec le Soleil culminant au milieu de votre Ciel, la chance en affaires devrait être au rendez-vous cette fois. Vous ne pourrez que réussir vos coups les plus audacieux. Des occasions inespérées vont se présenter ; saisissez-les au passage, mais traitez-les sans précipitation si vous voulez avoir les meilleures chances d'en profiter. En effet, "l'homme pressé cherche la porte et passe devant" (Goethe).

**Sagittaire** Avec cet environnement astral, vous allez peut-être devoir vous débarrasser de valeurs matérielles qui vous tiennent à cœur pour honorer les traites et assumer des engagements impossibles à différer. Désormais, soyez plus prudent, sinon les soucis d'argent qui reviennent sans cesse vous empêcheront de bien profiter de la vie.

**Capricorne** Prenez bien soin de ne pas compromettre l'équilibre de votre budget. Ce climat lunaire plutôt malsain risque de vous entraîner à prendre de mauvaises décisions dans ce domaine. Soyez doublement prudent.

**Verseau** Vous allez aborder une journée éprouvante marquée de difficultés financières auxquelles vous devrez faire face sans aucune aide extérieure. C'est au cours de cette journée, où toutes les tuiles du monde semblent vous tomber sur la tête en même temps, que vous devrez faire preuve de beaucoup de sang-froid, de courage, et surtout adopter une attitude détachée vis-à-vis de vos problèmes.

**Poissons** Côté argent, surveillez-vous de près ! Le fameux bon sens qui vous permet généralement de réaliser d'excellentes affaires vous fera cruellement défaut cette fois. Redoublez de vigilance, car vous risquez de vous laisser influencer, devenant une proie idéale pour des personnes peu scrupuleuses, qui pourraient vous entraîner dans des opérations désastreuses.

## L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)

Site web : [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Administrateur Général

Léonard DOSSOU

### Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

### Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

### Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

### Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

### Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

### Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



## FAISONS BLOC CONTRE LA COVID-19

#TogoSafe #FaisonsBLOC

- ✓ Vous avez **50 ans et plus** ?
- ✓ Vous avez **moins de 50 ans** et souffrez d'une **maladie chronique**, et résidez dans le Grand Lomé ?

## Inscrivez-vous dès maintenant à la vaccination contre la COVID-19

 [vaccin.covid19.gouv.tg](https://vaccin.covid19.gouv.tg)



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Coordination Nationale de  
Gestion de la Riposte contre la  
COVID-19



**CORONAVIRUS  
AU TOGO**



@Covid19TG



**Forum des affaires de Turquie****La délégation togolaise pleinement satisfaite**

Les hommes d'affaires togolais ayant pris part du 24 au 25 mars 2021, à la deuxième édition du forum international des affaires en Turquie ont de quoi sourire. Nombreux sont ceux d'entre eux qui déclarent haut et fort que le séjour a été bon pour eux. Non seulement, ils ont été bien accueillis par ce pays qui ne fait aucune distinction sur l'origine des étrangers, mais ils ont également décroché plusieurs contrats. Ce fut un séjour qui augure de lendemains meilleurs pour les relations entre le Togo et la Turquie, déclarent ces hommes et femmes d'affaires de nationalité togolaise.



Le Forum mondial de coopération intersectorielle, organisé avec succès par Bosphorus Group Fuarcılık du 24 au 25 mars 2021, s'est tenu à Ankara en Turquie. Plus de 300 hommes d'affaires de 41 pays africains y ont pris part. Vingt-cinq (25) Togolais sont parmi les participants à ce forum qui a enregistré la présence de 110 entreprises turques de fabrication. Ces opérateurs économiques, sont allés avec l'espoir de tisser des partenariats d'affaires avec les entreprises turques afin d'attirer des investisseurs de ce pays vers le Togo. Il y a véritablement de quoi renforcer les liens d'affaires et en cela, la confiance que les hommes d'affaires togolais vont instaurer avec leurs homologues turcs sera un facteur important dans les discussions pour l'arrivée de la « Turkish Airlines » au Togo. Au plan diplomatique, l'amélioration des relations économiques entre le Togo et la Turquie pourra aussi motiver davantage le pouvoir d'Ankara à accélérer le processus pour l'ouverture

d'un consulat de la Turquie au Togo. L'événement a été marqué par des rencontres B2B dans plusieurs secteurs d'activité tels que la santé, l'agriculture, le textile, la technologie, les énergies et l'environnement. Le forum a également permis aux participants togolais de visiter quelques usines turques dont VIMPO, une usine spécialisée dans la fabrication des engins motorisés. Certaines structures comme Eurofert, spécialisée dans la production de fertilisants et Compromac, bien connue dans la fabrication de briques et pavés, ont aussi attiré l'attention de la délégation togolaise. Les deux parties (togolaise et turque) sont parvenues à des accords de partenariats techniques et financiers, à des accords de représentation commerciale et des partenariats d'investissement pour la réalisation de divers projets au Togo.

« C'est vraiment de la satisfaction. Nous avons sincèrement été comblés par rapport à nos attentes. La Turquie est un véritable centre d'affaires », se sont réjoui certains participants togolais. D'autres encore, à l'instar d'Ambroise

Djagli et de Rechad Tchadjobo ont fait savoir que pour le peu de temps qu'ils ont passé en Turquie et surtout dans le cadre de ce forum, ils ont appris beaucoup de choses et tissé de nombreuses relations d'affaires qui seront prolifiques d'abord à leur entreprise, à l'ensemble de leur personnel et au monde des affaires au Togo. Une position soutenue par Hervé Lawson, responsable de la délégation togolaise au forum de Turquie. Celui-ci s'est dit très heureux de la participation des hommes d'affaires du Togo qui selon lui, ont fait bonne figure. L'Ambassade de Turquie qui sera ouvert au Togo dans un futur très proche, a laissé entendre le principal organisateur de ce forum, en la personne du président du BOSPHORUS group, Utku Bengisu, sera une initiative très importante pour le développement des relations entre les deux pays. Il a dit son engagement résolu à la promotion du riche potentiel togolais sur le marché turc.

©AfreePress

**Cantines scolaires****Un repas chaud à 10 FCFA le plat aux écoliers togolais**

Le programme de cantines scolaires est une sous-composante du projet de Filets sociaux et services de base (FSB) mis en œuvre au Togo pour assurer aux communautés pauvres, un meilleur accès aux infrastructures socioéconomiques de base et aux filets sociaux.

Le programme piloté par l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) contribue au bien-être des écoliers dans les établissements primaires publics. Il accroît également l'accès des enfants des ménages pauvres à des repas réguliers, améliore la fréquentation des écoles des zones ciblées dans les cinq régions du pays. Dans la région Centrale, 12 101 écoliers issus de quarante-sept 47 écoles, dont 18 à Tchaoudjo, 2 à Tchamba, 3 à Blitta, 1 à Sotouboua et 23 à Mô, bénéficient depuis le début de l'année scolaire 2020-2021, de repas chauds. Le financement de la Banque mondiale a pris fin depuis le 31 janvier 2020. Le gouvernement pour poursuivre sa politique de lutte contre la faim en milieu scolaire, a mis en place l'approche « contribution communautaire ». Ainsi, l'Etat finance les cantines scolaires avec l'apport des communautés.



« Pour ce qui est des cantines scolaires dans la région Centrale, il faut noter que du financement de la Banque mondiale, les opérations de cantines scolaires ont évolué dans une approche communautaire. Dans cette nouvelle approche, les parents des écoliers sont appelés à contribuer à hauteur de 10 FCFA par plat servi chaque jour de classe », a confié à AfreePress, l'antenne régionale Centrale/ANADEB. D'après les responsables de

cette antenne, chaque plat servi devrait normalement coûter 145 FCFA. Grâce à cette nouvelle approche, l'Etat togolais subventionne à hauteur de 115 FCFA le plat aux élèves. Il faut noter que le programme d'alimentation scolaire débuté depuis 2008 a permis de servir sur l'ensemble du territoire, plus de 76 millions de repas aux écoliers, pour un coût total de 22 milliards de francs CFA.

©AfreePress

**Football****L'UEFA autorise 5 changements à l'Euro**

Elle n'a pas encore officialisé le nouveau format de la prochaine Ligue des Champions, mais l'UEFA avait des annonces à faire ce mercredi 31 mars. L'instance dirigeante du football européen a, dans un premier temps, indiqué que la règle des cinq changements sera également appliquée durant l'Euro 2020.

Le Comité exécutif de l'UEFA s'est réuni aujourd'hui par vidéoconférence et a pris à l'unanimité la décision de permettre d'utiliser jusqu'à cinq remplacements à l'UEFA EURO 2020 et aux finales de l'UEFA Nations League 2021 et aux play-offs de relégation de l'UEFA Nations League conformément à l'amendement temporaire introduit à la Loi 3 des Lois du Jeu de l'IFAB. « Mais ce n'est pas tout. Concernant la jauge de spectateurs autorisés dans les stades lors des compétitions

qu'elle organise, l'UEFA a indiqué qu'elle ne fixait plus de plafond et qu'elle laissait les autorités de chaque pays décider. « Le Comité exécutif de l'UEFA a revu sa décision du 1er octobre 2020 autorisant le retour des spectateurs aux matches de l'UEFA jusqu'à 30% de la capacité. La commission a décidé que compte tenu du fait que chacune des 55 associations membres de l'UEFA est confrontée à une situation différente en ce qui concerne la lutte contre la pandémie, un tel plafond n'est plus

nécessaire et que la décision sur le nombre de spectateurs autorisés devrait relever de la responsabilité exclusive des autorités locales / nationales compétentes. En conséquence, la limite de présence des spectateurs précédemment imposée par l'UEFA, d'un maximum de 30% de la capacité d'accueil du stade concerné, est levée, ainsi que l'interdiction pour les spectateurs d'assister aux matches de futsal », peut-on lire sur le site officiel.

Avec footmercato.net

**Baromètres Togo**

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata



**GLUTA<sup>®</sup>**  
**S E C R E T**

**EPC**  
**El Paradis Cosmetic**  
*La beauté au pluriel*

**DOSEZ** ⚠

The advertisement features a central image of a woman with long dark hair. Surrounding her are various GLUTA SECRET products: three bottles of 'IT ÉCLAIRCISSANT Intening Body Lotion', a box of 'SAVON TRAITANT - GOMMANT & ÉCLAIRCISSANT', a jar of 'CRÈME DE CORPS HYDRATANTE & ÉCLAIRCISSANTE', another jar of 'CRÈME DE CORPS HYDRATANT & ÉCLAIRCISSANT', and a box of 'CRÈME DE VISAGE HYDRATANT & ÉCLAIRCISSANT'. The background includes a stylized Eiffel Tower and fireworks.

CMJN

**MARBRE - PIERRE - GRANITE**

La morale de notre travail est la force d'unir notre professionnalisme pour satisfaire nos clients.

**Travail professionnel de qualité**



**LA MAIN DU MARBRE**

**WWW.LAMAINDUMARBRE.COM**

**contact@laimaindumarbre.com**

**+228 918 943 13/921 408 56**